



GRANDE  
CHANCELLERIE  
DE LA LÉGION  
D'HONNEUR



Communiqué de presse – 1<sup>er</sup> janvier 2016

## La promotion civile de la Légion d'honneur du 1<sup>er</sup> janvier 2016 compte 616 personnes et s'accompagne d'une promotion spéciale

Sont publiées aujourd'hui au *Journal officiel* deux promotions de la Légion d'honneur : la traditionnelle promotion civile du 1<sup>er</sup> janvier qui comprend cette année 616 personnes ; et une promotion spéciale qui distingue les personnes tuées dans « l'accomplissement de leur devoir » lors des attentats de janvier 2015.

### Sommaire

---

#### 1. Communiqué de presse

1.1. Promotion civile du 1 <sup>er</sup> janvier 2016	p. 2
1.2. Promotion spéciale	p. 6

#### 2. Dossier de presse

Critères d'attribution de la Légion d'honneur	p. 7
Code et instances dirigeantes de la Légion d'honneur	p. 8
Procédure d'attribution de la Légion d'honneur	p. 9
Discipline	p. 10
Lexique	p. 10
Chiffres clefs	p. 12
Histoire : évolution des effectifs et sociologie des décorés	p. 13

**Plus d'informations sur [www.legiondhonneur.fr](http://www.legiondhonneur.fr)**

### Contact presse

---

Alice Bouteille - [alice.bouteille@legiondhonneur.fr](mailto:alice.bouteille@legiondhonneur.fr)  
LD : 01.40.62.83.15 / P : 07.61.87.98.11

## 1. Communiqué de presse

---

### 1.1. Promotion civile de la Légion d'honneur du 1<sup>er</sup> janvier 2016

La promotion civile du 1<sup>er</sup> janvier 2016 compte 616 personnes dont 505 chevaliers, 82 officiers, 22 commandeurs, 5 grands officiers et 2 grand'croix.

Illustres ou inconnus du grand public, ces décorés sont issus de l'ensemble des domaines d'activité du pays, répondant ainsi à la vocation d'universalité de la Légion d'honneur : 25,3 % relèvent de la fonction publique (hors enseignement-recherche et santé-social-humanitaire), 25 % des 'activités économiques', 15,9 % de l'univers santé-social-humanitaire, 15,7 % de l'enseignement-recherche, 7,3 % appartiennent au domaine culture et communication, 6,8 % sont des élus, et les 4 % restant se répartissent entre les cultes, les sports et les personnes œuvrant pour les anciens combattants. En outre, cinq personnes intervenues lors d'attentats en 2015 sont décorées.

La promotion du 1<sup>er</sup> janvier 2016 représente la dernière des trois promotions civiles de l'année 2015 après celles de Pâques et du 14 juillet. Deux promotions militaires sont également publiées chaque année, l'une en mai pour les militaires de réserve, l'autre fin juin-début juillet pour ceux d'active. Chaque année, environ 3 000 personnes sont distinguées dans la Légion d'honneur, deux tiers à titre civil et un tiers à titre militaire.

Fondée par Napoléon Bonaparte en 1802, la Légion d'honneur est la plus élevée des distinctions nationales françaises. Elle compte aujourd'hui 93 000 membres, récompensés pour leurs mérites éminents au service de la nation.

#### Nota bene

*-Les décorés mentionnés dans ce communiqué le sont à titre d'illustration de l'universalité de la Légion d'honneur. La liste exhaustive des décorés de la promotion est consultable sur le site de la grande chancellerie ([www.legiondhonneur.fr](http://www.legiondhonneur.fr)) et au Journal officiel à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ([www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)).*

*-Les personnes dont le nom est suivi d'un \* sont nommées chevaliers.*

#### Fonction publique

✓ **25,3 % de la promotion**, hors décorés de l'enseignement-recherche et santé-social-humanitaire

✓ **Extraits de la promotion :**

- Dignités : Jean-Pierre Dupont, préfet de région honoraire, et Jean Montpezat, trésorier-payeur général honoraire, grands officiers

- Affaires étrangères : Jean-Michel Marlaud, ambassadeur en Afghanistan, officier ; Majdy Shakkoura\*, chef de l'antenne consulaire française à Gaza
- Intérieur : Jean-François Cordet, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet de la zone de défense et sécurité nord, préfet du Nord, commandeur ; Nadine Le Calonnec\*, directrice départementale adjointe de la sécurité publique de l'Essone ; Christian Simonet\*, directeur départemental des services d'incendie et de secours du Gard
- Justice : Josette Caubet\*, ancienne juge de proximité au tribunal de grande instance de Lille, conciliatrice de justice à Saint-André (Nord) ; Jean-Yves Frouin\*, président de chambre à la Cour de cassation ; Brice Robin\*, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Marseille
- Budget : Pierre Rideau\*, directeur de l'école nationale des brigades des douanes de La Rochelle
- Autres : Marie-Thérèse Artus, présidente de chambre honoraire à la Cour des comptes, commandeur ; Jacques Boudy\*, secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur

### **Activités économiques**

#### **✓ 25 % de la promotion**

#### **✓ Extraits de la promotion :**

- Dignité : Jean Friess, P-DG de Realmeca, grand'croix
- Grandes entreprises et entreprises de taille intermédiaire : Jean-Philippe André\*, président de Haribo Ricqlès Zan ; Brigitte Brunel Marmone\*, présidente de La vie claire ; Valérie Chapoulaud Floquet\*, directrice générale de Rémy Cointreau
- Petites et moyennes entreprises, artisanat : André Chaulet\*, maître-lissier ; Isabelle Racine\*, présidente de Saveur d'étoiles
- Professions libérales : Josiane Chaillol\*, bâtonnière de l'ordre des avocats au barreau d'Aix-en-Provence, présidente fondatrice de l'association Nostra Juris ; Christine Edeikins\*, architecte DPLG
- Numérique : Alain Assouline\*, président de Les argonautes et de l'école WebForce3, conseiller municipal de Bouffémont (Val d'Oise) ; Eric Carreel\*, président de Withings, Sculpteo et Invoxia ; Ludovic Le Moan\*, directeur général de Sigfox
- Entreprises publiques ou d'économie mixte : Hubert du Mesnil, président de Tunnel Euralpin Lyon Turin, ancien président de l'IFSTTAR, commandeur ; Pierre-René Lemas, directeur général de la Caisse des dépôts, officier ; Elisabeth Ayrault\*, présidente de la Compagnie nationale du Rhône

- Organismes professionnels : Christiane Charbonnier\*, directrice du droit du travail à l'UIIMM ; Christine Daguet\*, présidente du tribunal de commerce de Châteauroux, présidente de la Conférence des juges consulaires de France (région Centre), vice-présidente du Syndicat des pharmaciens de l'Indre
- Autre : le styliste Kenzo Takada\* est décoré en tant qu'étranger vivant en France, à l'instar de trois autres personnes dans cette promotion. Les étrangers sont nommés dans la Légion d'honneur mais, contrairement aux citoyens français, ils n'en sont pas membres.

### **Santé, social et humanitaire**

✓ **15,9 % de la promotion**

✓ **Extraits de la promotion :**

- Santé : André Capron, ancien directeur de l'institut Pasteur de Lille, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie nationale de médecine, et Christine Rouzioux, virologue, directrice de l'équipe de recherche « Infection à VIH » de l'université Paris Descartes-Paris 5, commandeurs ; Anne-Marie Brocas, présidente du haut conseil pour l'avenir de l'Assurance maladie, officier ; Isabelle Amado\*, psychiatre à l'hôpital Sainte-Anne (Paris) ; François Sigaux\*, chef de service d'hématologie biologique de l'hôpital Saint-Louis (Paris), directeur de la recherche et de l'innovation de l'INCa
- Social et humanitaire : Jean Vanier, fondateur de l'Arche, commandeur ; Danièle Klein\*, présidente de l'Association française des victimes du terrorisme ; Corinne Makowski\*, secrétaire nationale du Secours populaire
- A titre exceptionnel : Laila Grimaldi\*, aide-soignante, et Véronique Tomatis\*, auxiliaire de vie, ayant sauvé la vie de 18 personnes dans un EHPAD à Biot (Alpes-Maritimes). L'une et l'autre ayant rendu des « services exceptionnels nettement caractérisés », elles sont dispensées des vingt années requises pour être nommé chevalier ainsi que le permet l'article R27 du code de la Légion d'honneur.

### **Enseignement et recherche**

✓ **15,7 % de la promotion**

✓ **Extraits de la promotion :**

- Dignités : Jeanne-Marie Parly, docteur en sciences économiques, grand officier
- Enseignement supérieur et recherche : Michel Brunet, paléanthropologue, professeur honoraire du Collège de France, et Xavier Chapuisat, docteur en physique, officiers ; Emmanuelle

Charpentier\*, biologiste, responsable de laboratoire en Suède ; Frédéric Debove\*, directeur de l'institut de droit et d'économie de l'université Paris 2-Melun, directeur de l'institut pour l'égalité des chances ; Christine Joblin\*, directrice à l'institut de recherche en astrophysique et planétologie (CNRS) ; Gilles Trystram\*, directeur général d'AgroParisTech

- Enseignement primaire et secondaire : Mireille de Montlaur\*, professeur de mathématiques, référente académique pour les technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement ; Evelyne Olayat-Bardisa\*, proviseur du lycée des métiers de l'hôtellerie Guillaume-Tirel (Paris) ; Christiane Revest\*, inspectrice de l'Education nationale, correspondante académique pour la prévention des phénomènes sectaires

### **Culture et communication**

✓ **7,3 % de la promotion**

✓ **Extraits de la promotion**

- Dignité : Salah Stetie, grand officier
- Littérature : Ismail Kadaré et Michel Tournier, commandeurs ; Michael Edwards\*, membre de l'Académie française
- Cinéma : Mireille Darc, officier ; Emmanuelle Béart\* ; Emmanuelle Bercot\* ; Christophe Malavoy\*
- Musique : Michel Legrand, commandeur ; Vanessa Paradis\*
- Journalisme : Laure Adler et Sylvie Pierre-Brossolette, officiers ; Jean-Marie Colombani\*
- Autres : Gérard Garouste, peintre, officier ; Marie-Agnès Gillot\*, danseuse étoile ; Jean-Luc Martinez\*, président-directeur du Louvre

### **Elus et assimilés**

✓ **6,8 % de la promotion**

✓ Sont entendus ici comme « élus et assimilés », les élus locaux ainsi que les anciens parlementaires et anciens membres du gouvernement. En effet, les députés et sénateurs ne peuvent être nommés ou promus dans l'ordre de la Légion d'honneur pendant la durée de leur mandat, de même que les membres du gouvernement (et les membres des cabinets ministériels) pendant leurs fonctions ministérielles.

✓ **Extraits de la promotion**

- Dignité : Lionel Jospin, grand'croix, rejoint les 70 autres titulaires de la plus haute dignité de la Légion d'honneur - 75 étant le nombre maximum autorisé par le code de l'ordre.

- Autres : Thierry Breton, ancien ministre, et Lionel Stoleru, ancien ministre, ancien député, membre fondateur du GENEPI, commandeurs ; Jacques Toubon, ancien député de Paris et européen, défenseur des droits et Dominique Bucchini, ancien président de l'Assemblée de Corse, officiers ; Anne-Marie Cibaud\*, ancienne adjointe au maire de Brest, ancienne vice-présidente de Brest métropole océane ; Karine Dognin-Sauze\*, vice-présidente « innovation, métropole intelligente, développement numérique » de la Métropole de Lyon

### **Cultes, sports et personnes œuvrant pour les anciens combattants**

✓ **4 % de la promotion**

✓ **Extraits de la promotion**

- Dignité : Annette Chalut, ancienne déportée-résistante, présidente du comité international de Ravensbrück, grand officier
- Cultes : François Hiss\*, missionnaire lazariste, aumônier des francophones en Iran ; Moïse Lewin\*, rabbin, aumônier national de la gendarmerie, conseiller spécial du grand rabbin de France
- Sports : Bernard Lapasset, président de la Fédération internationale de rugby, commandeur
- Anciens combattants : André Cognard\*, secrétaire général de la FNACA

### **Personnes intervenues lors d'attentats**

Cinq personnes intervenues lors d'attentats en 2015 sont nommées chevalier de la Légion d'honneur :

-Michel Catalano et Lilian Lepère, intervenus lors de la prise d'otages dans l'imprimerie de Dammartin-en-Goële, le 9 janvier 2015 ;

-Eric Tanty, conducteur de Thalys, Michel Bruet, chef de bord, et Mark Moogalian, universitaire franco-américain, qui sont intervenus dans l'attaque du Thalys du 21 août 2015.

Le dispositif d'attribution de la Légion d'honneur aux étrangers avait permis de décorer dès le 24 août les trois Américains – Spencer Stone, Alek Skarlatos, et Anthony Sadler – et le Britannique, Chris Norman, qui avaient contribué à neutraliser l'homme armé.

## **1.2. Promotion spéciale**

La promotion spéciale également publiée ce 1<sup>er</sup> janvier distingue 15 personnes en vertu de l'article R.26 du code de la Légion d'honneur : « Le Premier ministre est autorisé par délégation du grand maître [le président de la

République] à nommer ou à promouvoir dans l'ordre [de la Légion d'honneur], dans un délai d'un an, les personnes tuées ou blessées dans l'accomplissement de leur devoir et qui sont reconnues dignes de recevoir cette distinction. »

Sont ainsi nommés chevalier de la Légion d'honneur les journalistes de *Charlie Hebdo* tués le 7 janvier 2015 en conférence de rédaction : les dessinateurs Stéphane Charbonnier dit Charb, Jean Cabut dit Cabu, Philippe Honoré dit Honoré, et Bernard Verlhac dit Tignous ; Elsa Cayat, chroniqueuse, et Mustapha Ourrad, correcteur de presse.

Georges Wolinski, dessinateur, et Bernard Maris, chroniqueur, également tués le 7 janvier dans la rédaction de *Charlie Hebdo*, avaient été distingués comme chevalier de la Légion d'honneur le premier en 2005, le second en 2014.

La promotion spéciale régularise par ailleurs les nominations de chevalier de la Légion d'honneur qui avaient été faites par anticipation :

-de Michel Renaud, journaliste invité par *Charlie Hebdo*, tué à la rédaction le 7 janvier et décoré le 24 juillet ;

-des lieutenants Franck Brinsolaro et Ahmed Merabet, tués le 7 janvier à Paris, ainsi que de Clarissa Jean-Philippe, brigadier, tuée le 8 janvier à Montrouge, tous trois décorés le 13 janvier 2015 par le président de la République ;

- de Frédéric Boisseau, agent de maintenance, tué le 7 janvier dans l'immeuble de *Charlie Hebdo* et décoré le 20 janvier 2015 par le ministre du Travail François Rebsamen ;

-de Philippe Braham, Yohan Cohen, Yoav Hattab et François Michel Saada tués le 9 janvier à Paris et décorés par la ministre de l'Ecologie Ségolène Royal le 13 janvier 2015.

## 2. Dossier de presse

---

**Nota bene** : les \* renvoient au lexique p. 10

### ❖ Critères d'attribution de la Légion d'honneur

Le code\* de la Légion d'honneur précise dans son premier article qu'elle « est la récompense de mérites éminents acquis au service de la nation soit à titre civil, soit sous les armes ».

La Légion d'honneur est donc **universelle**, elle a vocation à distinguer des personnes issues de rang élevé ou modeste, militaires comme civils de tous secteurs d'activité du pays : industriels, commerçants, enseignants, artistes, agriculteurs, juristes, professionnels de la santé, sportifs...

Les « **mérites éminents** » des décorés prennent les formes les plus diverses puisqu'il s'agit d'apprécier l'action d'un être humain, unique par définition. La notoriété des actes doit être reconnue et un minimum de **vingt années d'activité** est requis.

Les légionnaires\* œuvrent **au bénéfice de la société** et non dans leur intérêt exclusif. Ils défendent le pays sous les armes et veillent à sa sécurité intérieure. Ils contribuent au bien public par la création d'emplois, le développement de l'enseignement, le soutien aux déshérités. Ils apportent des compétences propres à favoriser l'innovation technologique, scientifique, médicale, écologique, ainsi que la création artistique et intellectuelle. Ils participent au rayonnement de la France à l'étranger par leur rôle diplomatique, leurs prouesses sportives ou le déploiement commercial de leur entreprise. La liste de ces mérites ne peut être exhaustive et l'action de chaque décoré est évaluée à l'intérieur de son propre champ d'activité.

### **La Légion d'honneur aux étrangers**

Les étrangers peuvent être décorés de la Légion d'honneur s'ils ont rendu des services (culturels, économiques...) à la France ou encouragé des causes qu'elle défend (défense des droits de l'Homme, liberté de la presse, causes humanitaires...).

Les échanges diplomatiques sont également l'occasion d'attributions de la Légion d'honneur, faites au titre de la réciprocité et soutenant ainsi la politique étrangère du pays : une pratique qui remonte aux origines de l'ordre\*.

Les étrangers sont nommés dans la Légion d'honneur mais, contrairement aux citoyens français, ils n'en sont pas membres\*.

### **❖ Code\* et instances dirigeantes de la Légion d'honneur**

L'ordre\* de la Légion d'honneur est régi par une charte fondamentale, le **code**. Etabli en 1962 par la volonté du général de Gaulle, le code rationalise en un seul document les textes préexistants et définit une doctrine et des principes généraux de fonctionnement.

A la tête de l'ordre se trouve le **grand maître**. Depuis la création de la Légion d'honneur, cette fonction revient de droit au chef de l'État qui statue en dernier ressort sur toutes les questions de principe. Il signe les décrets de nomination et promotion\* des décorés ainsi que les décrets de discipline.

Il nomme le **grand chancelier**, choisi parmi les grand'croix de la Légion d'honneur pour un mandat de six ans renouvelable. Le grand chancelier - aujourd'hui le général d'armée Georgelin, ancien chef d'état-major des armées - est l'interlocuteur du grand maître pour toutes les questions traitant de la



Légion d'honneur. A ce titre, il préside le conseil de l'ordre et, assisté d'un secrétaire général, dirige la **grande chancellerie de la Légion d'honneur**. Cette institution d'État, autonome, rassemble trois activités de service public : administration de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite ; gestion de deux établissements d'enseignement public (collège et lycée) appelés maisons d'éducation de la Légion d'honneur ; gestion du musée de la Légion d'honneur.

**Les 17 membres du conseil de l'ordre** sont nommés par le grand maître sur proposition du grand chancelier et parmi les légionnaires, pour des mandats de quatre ans renouvelables. En écho à l'universalité de la Légion d'honneur, ils sont représentatifs de la diversité d'activités du pays. Réuni sous la présidence du grand chancelier, le conseil de l'ordre juge de la recevabilité des propositions de nomination et promotion dans la Légion d'honneur, ainsi que des mesures disciplinaires à prendre contre les légionnaires\* ayant commis un acte jugé contraire à l'honneur. Le rôle du conseil de l'ordre s'étend également aux questions relatives au statut et au budget de la Légion d'honneur.

#### ❖ **Procédure d'attribution de la Légion d'honneur**

La procédure d'attribution de la Légion d'honneur obéit au principe de séparation des pouvoirs. Seuls les **ministres** peuvent proposer - selon un contingent prédéfini - des personnes pour nomination et promotion. Pour identifier ces personnes, ils s'appuient sur leur cabinet, leur bureau des décorations, les directions internes et territoriales de leur ministère. Ils entretiennent également un échange constant avec les préfets et les élus ainsi qu'avec les acteurs publics, économiques et associatifs de l'ensemble du pays.

Les ministres transmettent leurs propositions sous forme de mémoires\* au **grand chancelier** de la Légion d'honneur. Celui-ci préside le **conseil de l'ordre**, autorité indépendante, qui instruit ces propositions et en prononce la recevabilité ou l'ajournement - environ 15% sont refusées chaque année. Les décisions du conseil sont ensuite soumises à la signature du **président de la République**, grand maître de l'ordre\*, qui peut alors retirer des noms mais ne peut pas en ajouter. Un décret paraît au *Journal officiel de la République française* pour annoncer les nouvelles nominations et promotions\*.

Une fois nommé, le futur légionnaire\* doit se faire décorer pour être pleinement membre\* de l'ordre. Il désigne un décoré d'un grade\* équivalent ou supérieur au sien qui lui remettra les insignes de la Légion d'honneur lors d'une cérémonie de réception\*. Il détiendra alors un brevet attestant de son appartenance à l'ordre et pourra porter sa décoration.

### **Initiative citoyenne**

Tout citoyen peut proposer dans la Légion d'honneur une personne qu'il estime méritante. Cette procédure appelée initiative citoyenne répond à des modalités précises, notamment le soutien de 50 signataires issus du même département et le dépôt du dossier en préfecture. Les candidatures considérées recevables par le préfet sont transmises au ministère dont elles relèvent.

### **❖ Discipline**

Tout acte contraire à l'honneur commis par un décoré de la Légion d'honneur est susceptible d'entraîner des peines disciplinaires. Trois peines peuvent être prononcées : la censure, c'est-à-dire le blâme ; la suspension, dont la durée varie selon la gravité de la faute ; enfin, l'exclusion définitive. La suspension et l'exclusion sont prononcées par le grand maître et publiées au *Journal officiel*.

Après instruction du dossier disciplinaire par la grande chancellerie, le conseil de l'ordre est appelé à proposer l'une des trois sanctions prévues par le code de la Légion d'honneur\*. Seule exclusion de droit : la condamnation par les cours ou tribunaux pour crime ou à une peine égale ou supérieure à un an de prison ferme.

Pour les étrangers, il n'existe qu'une seule peine, le retrait de la distinction.

### **❖ Lexique**

#### **Code de la Légion d'honneur**

Le code est la charte fondamentale de l'ordre de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite. Etabli en 1962 par la volonté du général de Gaulle, il rationalise en un seul document les textes préexistants et définit une doctrine et des principes généraux de fonctionnement. Il a été complété en 1963 avec la création de l'ordre national du Mérite.

Le code est téléchargeable sur le site de la grande chancellerie : [www.legiondhonneur.fr](http://www.legiondhonneur.fr)

#### **Grades et dignités**

Il existe trois grades dans la Légion d'honneur - chevalier, officier et commandeur - et deux dignités, grand officier et grand'croix.

La promotion dans la hiérarchie de l'ordre n'est en aucun cas automatique. On accède au grade supérieur par la preuve de nouveaux mérites et après une durée minimale de huit ans pour être promu officier, cinq ans pour le grade de commandeur, trois ans pour être élevé à la dignité de grand officier et à nouveau trois ans pour la dignité de grand'croix.

### **Légionnaire ou membre de la Légion d'honneur**

Personne décorée de la Légion d'honneur et qui en a reçu les insignes. Les ministres, les parlementaires et les membres des cabinets ministériels ne peuvent pas être nommés ou promus dans la Légion d'honneur pendant la durée de leur mandat ou de leurs fonctions. Les étrangers sont décorés mais ne sont pas membres de l'ordre (cf. p. 8).

### **Mémoire de proposition**

Dossier d'une personne proposée par un ministre pour être décorée.

Ce mémoire contient un exposé complet et détaillé des activités professionnelles de la personne et de tous ses autres engagements (mandat électif, activités dans le domaine de la formation, dans les branches professionnelles, en association, en bénévolat, etc.). L'ensemble s'accompagne de documents complémentaires : enquête d'honorabilité, extrait du casier judiciaire et, le cas échéant, avis de tutelle des ministères. Peuvent également figurer au dossier des listes de travaux ou publications.

### **Nomination et promotion dans la Légion d'honneur**

Une personne décorée pour la première fois fait l'objet d'une 'nomination' dans l'ordre de la Légion d'honneur. Une personne accédant à un grade supérieur fait l'objet d'une 'promotion'. Pour l'accès aux dignités, on parle également 'd'élévation'.

### **Ordre**

Institution honorifique dont la vocation est de récompenser le mérite et qui obéit à des principes communs.

### **Promotion de la Légion d'honneur**

Liste de personnes nouvellement décorées ou promues dans la Légion d'honneur. Il existe trois promotions civiles annuelles (1<sup>er</sup> janvier, Pâques, 14 juillet), une promotion pour les militaires en activité (fin juin-début juillet), une promotion pour les militaires de réserve et les anciens combattants (courant mai). Les promotions sont publiées au *Journal officiel*.

### **Réception dans l'ordre ou remise d'insignes**

Cérémonie au cours de laquelle le récipiendaire est décoré par un légionnaire d'un grade équivalent ou supérieur au sien, et qui fait de lui un membre de l'ordre.

### **Refus**

Certaines personnes (en moyenne quatre par an) refusent la Légion d'honneur à la publication du décret de leur nomination au *Journal officiel*. Dans ce cas, la

cérémonie de remise d'insignes nécessaire pour devenir membre de la Légion d'honneur n'a pas lieu. La personne reste néanmoins nommée dans l'ordre. D'autres, sans avoir été décorées, affirment une opposition de principe à la Légion d'honneur. On ne peut pas parler de refus à leur sujet.

### **Société des membres de la Légion d'honneur**

Cette association, créée en 1921 par le grand chancelier d'alors, le général Dubail, est une société de droit privé à laquelle adhèrent environ la moitié des 93 000 légionnaires. Elle a pour missions principales l'aide aux décorés, la participation au rayonnement de la Légion d'honneur en lien étroit avec la grande chancellerie, siège de l'ordre, et l'engagement dans des activités de solidarité nationale.

En savoir plus : [www.smlh.fr](http://www.smlh.fr)

### **❖ Chiffres clefs**

**Nombre de membres\* de la Légion d'honneur** : environ 93 000

C'est un chiffre stable depuis une dizaine d'années et qui représente 0,14 % de la population, un pourcentage qui s'élevait à 0,7 % en 1960 avec 320 000 décorés. Le code\* impose depuis 1962 un nombre maximum de 125 000 décorés vivants. 80 % des légionnaires sont chevalier.

**Nombre de personnes décorées chaque année** : environ 3 000

Le nombre de décorés fait l'objet d'un contingent triennal de manière à pouvoir respecter le seuil maximum imposé par le code\* (125 000 décorés vivants). Les personnes distinguées sont chaque année environ 3 000, deux tiers à titre civil (à parité hommes-femmes), et un tiers à titre militaire (militaires d'active, de réserve et anciens combattants). A titre de comparaison avec des décorations spécialisées : environ 600 personnes sont distinguées chaque année dans l'ordre des Arts et lettres et 7 000 dans l'ordre des Palmes académiques.

**Âge moyen d'entrée dans la Légion d'honneur pour un civil**

On devient chevalier de la Légion d'honneur à 58 ans en moyenne.

**Nombre de dossiers ajournés au conseil de l'ordre**

Le conseil de l'ordre rejette chaque année environ 15% de dossiers, notamment pour des raisons de mérites insuffisants.

## ❖ Histoire : évolution des effectifs et sociologie des décorés depuis 1802

Au lendemain de la Révolution, Napoléon Bonaparte, alors Premier consul, entend réorganiser la nation épuisée par dix ans d'instabilité politique. La mise en place d'un système de récompense fait partie de ce programme au même titre que la rédaction du Code civil, la réforme de l'administration et de l'enseignement, ou la fondation de la Cour des comptes.

La Légion d'honneur est créée par une loi que le Corps législatif adopte le 29 floréal an X (19 mai 1802). C'est une distinction de mérite individuel, d'emblée universelle, que Napoléon Bonaparte conçoit ainsi : « Il faut créer un ordre\* qui soit le signe de la vertu, de l'honneur, de l'héroïsme, une distinction qui serve à récompenser à la fois la bravoure militaire et le mérite civil ».

Si Napoléon a décoré ses maréchaux (Berthier, Soult, Lannes, Ney, Murat...) et les armées qui ont contribué à la constitution du Grand Empire, il n'en a pas pour autant oublié les civils dont les premières promotions\* datent de 1803. Médecins (Corvisart), industriels (Oberkampf, Delessert), scientifiques (Cuvier, Monge, Montgolfier...), côtoient dans la Légion d'honneur artistes (David, Gros, Gérard, Houdon...), architectes (Fontaine et Peyre), musiciens, écrivains...

Jusqu'au Second Empire, le nombre important de campagnes menées par la France entraîne une forte proportion de militaires dans les effectifs de chevalier (environ 75%), même si l'ordre s'ouvre petit à petit à d'autres classes de la société – ainsi notamment, sous la Monarchie de Juillet, à l'artisanat, la petite industrie et au négoce de quartier. Sous Napoléon III, avec un nouveau Bonaparte à la tête de l'État, la Légion d'honneur prend davantage d'ampleur et toutes les activités du pays y sont désormais représentées (essor de l'industrie, œuvres sociales...).

En 1900, les Français légionnaires\* sont un peu moins de 45 000. La guerre de 1914-1918 impose, par les sacrifices et actes de courage innombrables qu'elle génère, un élargissement des critères d'attribution de la plus haute distinction nationale. Les effectifs de la Légion d'honneur vont ainsi aller croissant en accompagnant les conflits dans lesquels le pays s'engage - Seconde Guerre mondiale, Indochine et Algérie -, mais également l'évolution de la société civile qui compte de plus en plus de décorés. En 1962, l'ordre comprend 320 000 membres\*, soit 0,7 % de la population.

Face à cette inflation qui aurait pu nuire à la crédibilité et au prestige de la Légion d'honneur si elle s'était prolongée, le général de Gaulle décide d'une grande réforme du système de récompense national afin de l'adapter aux

transformations du pays. En 1962, il édicte un code\* de la Légion d'honneur, somme rationalisée et modernisée des législations précédentes, et fixe un nombre maximum de décorés vivants : 125 000. L'année suivante, il crée l'ordre national du Mérite qui permet de mieux graduer la notion de récompense et de remplacer la plupart des ordres\* ministériels qui sont alors supprimés.

Aujourd'hui, le nombre de légionnaires\* est de 93 000, un chiffre stable depuis une dizaine d'années. La proportion grandissante de civils dans les promotions\*, 66% en 2014, témoigne de l'évolution de la société et de l'absence de conflit d'envergure engageant le pays ces cinquante dernières années : en 1921, au lendemain de la première Guerre mondiale, 75% des effectifs étaient distingués à titre militaire. Autre mue majeure dans la sociologie des décorés de la Légion d'honneur (et de l'ordre national du Mérite) : la stricte parité hommes-femmes dans les promotions civiles. Appliquée sur décret depuis 2007, elle fait suite à une décision présidentielle de 1996 qui fixait la proportion minimum de femmes à 25%. En 1991, les femmes ne représentaient que 10% des récipiendaires civils.